

bre des Communes de faire connaître ses vues sur la protection. M. Joly se rendant au désir du comité, accompagnait son travail de la lettre qui suit :

Québec, 24 Mars, 1876.

G. T. Orton, Président du comité,

Mon cher Docteur,

Je n'ai reçu qu'aujourd'hui une copie imprimée des questions de votre comité, aux travaux duquel je m'intéresse vivement, et je m'empresse de vous transmettre mes réponses. Je crains qu'elles vous paraissent longues, mais je dois dire que j'éprouve quelque satisfaction à exprimer mes vues sur le sujet, quelque soit leur poids.

C'est une espèce de protestation contre l'accusation d'inconséquence qui a été lancée à mon adresse pendant la présente session dans la Chambre des Communes et dans la presse, d'avoir abandonné le principal article du programme de notre parti national. Nous demandons pardessus tout, une politique nationale commerciale. Mes amis ayant été pris à partie, parcequ'ils l'ont abandonné, j'ai été choisi comme chef du parti national, mais je n'ai pas abandonné, moi, cet article.

Si j'ai bonne mémoire, vous m'avez aidé en 1873 à obtenir l'exemption de droits pour la manufacture de sucre de betterave, et j'espère que vous approuverez mes vues sur la présente question.

J'ai l'honneur, etc.,

H. G. JOLY.

Voici maintenant quelques réponses de M. Joly aux questions posées par le comité des intérêts agricoles à ceux qu'il consultait sur la situation du pays. Nous engageons les libéraux à méditer ces opinions de leur chef.

Question.—Est-il de l'intérêt du Canada que nous continuions à recevoir sans droits les produits américains pendant que les produits canadiens exportés au-delà des lignes paient une taxe si élevée ?

Réponse.—Non, ce n'est pas dans l'intérêt du pays. Je pense que nous ne devons rien admettre en franchise, si ce n'est la matière première requise pour nos manufactures.

Q.—Quel effet a l'admission en franchise du blé d'Inde sur le prix de tous les grains (excepté le blé) dans la partie du pays que vous habitez ?

R.—Cela nous affecte peu, parce que malheureusement nous ne produisons qu'un peu plus que ce qui nous est nécessaire, mais il me semble que partout où le cultivateur produit ce qui est nécessaire à son usage, il doit souffrir de la compétition. Il est vrai que les acheteurs parmi lesquels les manufacturiers et les ouvriers devaient figurer dans une large proportion, peuvent acheter à un peu meilleur marché, mais comme conséquence naturelle, ils devront vendre leurs marchandises à meilleur marché aux cultivateurs, dont les moyens d'acheter ont diminué. Ce n'est pas en diminuant le prix de tout que nous arriverons à la richesse nationale. Plus nous payons, le mieux pour nous, pourvu que nos moyens de payer augmentent avec les prix. Demandez à un ouvrier ce qu'il préfère des deux choses, la farine à \$4.50 par quart et pas d'ouvrage, ou la farine à \$6 et beaucoup d'ouvrage ? L'agriculture et l'industrie sont chose excellente lorsqu'elles vont de pair ; c'est une voiture tirée par deux bons chevaux. Divisez-les et vous avez une voiture à un cheval, ou plutôt deux qui ne feront rien de comparable à l'ouvrage de la voiture à deux chevaux.

Maintenant, écoutez ce que dit M. Joly du tabac canadien :

Quant à ce qui concerne le tabac, la taxe sur le tabac canadien ne donne qu'un faible revenu, tandis qu'elle en gêne la culture. Elle devrait être abolie et la taxe sur le tabac étranger augmentée. Nous pouvons produire d'excellents tabacs en Canada. Je ne vois pas pourquoi il serait inférieur à celui du Connecticut ou du Kentucky. Ce qu'il nous faut, c'est de l'expérience qui ne peut être acquise que par la pratique et personne ne cultivera beaucoup de tabac avec la taxe actuelle.

Q.—Pensez-vous que l'admission sur les marchés canadiens des bêtes à cornes, chevaux et moutons avec un droit de 10 par 100, tandis que les Etats-Unis imposent un droit de 20 p. 100 sur ces animaux exportés du Canada chez eux, nuise aux cul-

tivate
vous
des E
R.—

M
char
vous
mém

Le
roug
nalis
ait c
Beau
prote
mier
chur

Le jo
portat
factur

fabriqu
ne sc
David
d'éner

lè com
qui sc
MM.

avaier
voté p
tion, s

Comm
qui, à

leurs
main

Cito
vail de

Nous
que la c
pour eff

nous ren
pendant
nir un tr

Canadien
d'émigre
consomm

mandé p
la ferme
Il rest

10. En
articles d
partisans
tez d'aut